

Pétrole et gaz du Canada—Loi

conciliation, vous obtiendrez de bien meilleurs résultats qu'avec votre attitude de suffisance actuelle.

M. Paproski: Débarrassez-vous de Marc Lalonde.

M. l'Orateur adjoint: Je prie le député de s'adresser à la présidence.

M. Crosbie: Oui, monsieur l'Orateur. Toute cette politique vise à accroître la propriété d'État. Elle n'offre pas aux particuliers mais à l'État la possibilité de posséder davantage. A l'intention de mes honorables amis à ma gauche qui font tant de bruit, ces nymphomanes de la politique qui n'auront de cesse qu'ils ne partagent la couche du gouvernement majoritaire, je tiens à faire consigner deux citations. La première, je l'emprunte à l'un de leurs anciens chefs. M. Tommy Douglas, qui en 1960, soit une vingtaine d'années avant d'être nommé administrateur de la société Husky Oil, déclarait ce qui suit:

Il est possible de planifier une économie sans en avoir la propriété.

J'aimerais bien que les néophytes assis à ma gauche comprennent cela. On peut planifier l'économie sans qu'il soit besoin d'en être propriétaire. Pourquoi vouloir devenir propriétaire de toutes les sociétés pétrolières et gazières du Canada et dépenser des dizaines de milliards de dollars pour acquérir des actifs qui sont déjà au Canada? Les actifs sont déjà ici. Il n'est pas besoin de les acquérir. Nous les contrôlons de toute façon. Imperial Oil a dû avouer qu'elle devait plier devant le gouvernement. Aucune société n'est aussi puissante qu'Imperial Oil, et elle-même doit plier devant le gouvernement. Il n'est pas nécessaire d'en être propriétaire. Il faudrait plutôt investir des dizaines de milliards de dollars dans les régions éloignées, dans la mer de Beaufort et au large des côtes de Terre-Neuve. Nous devons exploiter les pétroles lourds et les sables bitumineux. Il faudra pour ce faire 1.4 billion de dollars au cours des 20 prochaines années d'après la Banque Royale; et sur cette somme, il nous faudra recueillir 300 milliards de dollars à l'extérieur du pays, soit environ 16 milliards de dollars par an. Croyez-vous, monsieur l'Orateur, que ce genre de politique constitue la bonne façon d'aller chercher 16 milliards de dollars par an à l'étranger? C'est rêver en couleur. Vous pouvez également mettre une croix sur les investissements que vous essaieriez de faire à l'intérieur du pays.

Pour en revenir à Tommy Douglas, c'était l'homme idéal en 1960. Il était plein de bon sens. C'était un socialiste rationnel, une contradiction en soi. Mais en 1971, il était tout aussi sensé. Dans une discussion sur le transfert des pouvoirs des gouvernements provinciaux au gouvernement central, il a dit ceci:

Les Canadiens ne veulent pas se sortir des pattes des sociétés géantes pour retomber entre celles d'un gouvernement géant.

Est-ce que ce n'est pas le bon sens qui parle? Mesdames et messieurs qui siègent à ma gauche, je vous dis que ces deux principes sont violés par le document dont la Chambre est saisie ce soir, et il y en aura d'autres. Le chef de ce parti est absent. Il fait les déclarations les plus aberrantes. Remercions le ciel qu'il ne les fasse pas à la Chambre. Nous avons assez de problèmes dans cette enceinte sans avoir à écouter ses idioties comme cette idée d'acheter les trois plus importantes sociétés pétrolières et gazières sans payer le prix qu'elles valent, seulement le prix que le gouvernement juge bon de payer, et ainsi de suite. Le Canada serait rayé de la liste des pays favorables aux investissements. Je vous recommande la lecture des écrits de Tommy Douglas. Oubliez donc M. Broadbent. Il est dépassé. Retournez à la lecture de Tommy Douglas et vous y

retrouverez peut-être le bon sens. Nous espérons que vous retrouverez le bon sens.

Je ne me poserai pas en personne faisant autorité en la matière concernant certaines de ces déclarations. J'ai des dizaines d'autres réflexions d'autorités en la matière que je pourrais vous citer. Vous pouvez juger des effets de cette politique en lisant un article intitulé «L'Alberta craint de subir des pertes de revenus» paru dans le *Globe and Mail* du 13 décembre 1980 et dont je vous cite l'extrait suivant:

Le gouvernement albertain pourrait perdre plus de 400 millions de dollars de recettes au chapitre de ses ventes de permis de prospection de gisements de pétrole et de gaz l'année prochaine.

«La vente de droits de prospection a diminué de pratiquement la moitié en Saskatchewan.» Cette province est le paradis des socialistes. Elle s'est fait avoir par cette politique. M. Broadbent fait actuellement des pieds et des mains pour essayer d'obtenir une petite concession de la part du premier ministre alors qu'il devrait se battre pour les droits de la Saskatchewan. On pouvait lire ceci dans l'article paru dans le *Globe and Mail* du 13 décembre:

Le nouvel impôt fédéral est trop élevé pour les sociétés en Saskatchewan, où les taux de production des puits pétroliers sont plus faibles que dans toute autre province, a-t-il dit.

Qui a dit cela? C'est le ministre des ressources minières, M. John Messer. Qui? me direz-vous. Un ministre néo-démocrate de la Saskatchewan. C'est ce qu'il a dit, et c'est le genre de mesure que les députés de cette Chambre approuvent en Saskatchewan. Sur la même page du *Globe and Mail* du 13 décembre, on peut lire, dans une article intitulé «Réduction des concessions pétrolières et gazières en C.-B.»:

Les profits que le gouvernement de la Colombie-Britannique tire de la vente des droits pétroliers et gaziers seront considérablement réduits à l'avenir, en raison de la menace du gouvernement fédéral d'imposer le développement des ressources...

Ce n'est là qu'un exemple des conséquences néfastes que peut avoir cette mesure.

Une autre revue, *Executive*, publie un article de l'économiste Peter Cook. Je suis très tendre pour le ministre des Finances et son budget, comparé à cet article impartial publié dans le numéro de décembre 1980 de la revue *Executive*. Que dit M. Cook? Voici un passage de l'article:

Il est clair que le gouvernement a accentué l'incertitude quant à l'évolution de l'économie au cours des 18 prochains mois, et pas seulement dans le secteur du pétrole et du gaz. Par ses mesures énergétiques et ses modifications fiscales, MacEachen a également réussi à repousser la fin de la récession et à alimenter l'inflation.

Ce n'est pas du John Crosbie. Certains pourraient dire que je suis de parti pris. Ce n'est pas vrai, mais on pourrait le prétendre. Il s'agit ici d'un auteur impartial. Il dit encore:

Le fermeté et l'universalité des mesures prises par MacEachen vont resserrer encore davantage le secteur de la consommation.

Les députés pourraient en demander la raison. Eh bien, c'est que l'on n'a pas prévu de crédits d'impôt pour amortir le coup de l'augmentation du prix de l'énergie sur les familles à faible revenu, mesure que j'avais préconisée. Le député de Kitchener n'est jamais là quand il pourrait apprendre quelque chose. Il a dû fuir dans les coulisses mais ce n'est certainement pas là qu'il va s'instruire. L'article dit ensuite:

Le budget présenté par M. MacEachen a pour effet de réduire de 1/2 p. 100 la croissance de l'économie pour toute l'année, ramenant ainsi cette croissance au niveau qu'avait prévu le ministre lui-même, soit seulement 1 p. 100.

L'effet de choc sur les prix des aliments et de l'énergie fera sauter l'indice des prix à la consommation de 11 p. 100 en 1981 (sans les changements fiscaux et énergétiques proposés par M. MacEachen, le taux aurait été de 10 p. 100.)